

MAGHRÉBINES ET AFRICAINES, AU SOIR D'ALGÉRIE :

reste un recours ultime»

Les évolutions récentes des groupes rebelles MNLA et Ansar Dine, par rapport à leurs revendications initiales ou à leur positionnement à l'égard du terrorisme et du crime transnational organisé, entrent dans le cadre de ce processus. Sur un autre plan, il est nécessaire que les autorités de la transition au Mali soient unies, et que le gouvernement soit fort et représentatif, afin de pouvoir engager l'Etat malien dans tout dialogue. L'annonce des prochaines assises nationales au Mali, à la fin de ce mois, pour, notamment, mettre en place une commission nationale de négociation et pour dégager une feuille de route, qui mènera à des élections générales, constitue assurément une bonne nouvelle et une avancée significative vers la solution politique négociée. Il me reste à ajouter que toute solution politique doit être inclusive et impliquer toutes les populations du Nord du Mali, où il n'y a pas que des Touareg.

L'Algérie reste-t-elle toujours opposée à une intervention armée au Mali ?

L'intervention armée reste un recours ultime après l'épuisement de toutes les voies du dialogue, ce qui n'est pas encore le cas. L'Algérie prône une approche globale pour une solution, qui, pour qu'elle soit durable, doit procéder d'une bonne analyse de la situation et d'un diagnostic juste. Nous voulons éviter la réédition de l'exemple de la crise libyenne lorsque nous avons attiré l'attention sur ses conséquences sur la sécurité et la stabilité régionales. Aujourd'hui, tout le monde reconnaît que nous avons raison, mais le mal est fait et nous devons y répondre.

C'est la même démarche et le même sens des responsabilités qui nous animent aujourd'hui. On peut savoir quand commence une guerre, mais jamais quand et surtout comment elle se termine. C'est pour cela que nous expliquons à nos partenaires que toute intervention armée doit être conduite avec une définition rigoureuse des objectifs recherchés, des cibles ennemies, des moyens requis, des règles d'engagement, et naturellement des coûts, pour qu'elle soit entourée des chances de succès, comme l'a exigé le Conseil de sécurité.

Il est évident que toute intervention armée doit être conduite avec discernement, cibler les véritables menaces que sont le terrorisme et le crime transnational organisé. Ces menaces de nature globale ne concernent pas uniquement le Mali ou la sous-région, mais la communauté internationale dans son ensemble et appellent une coopération internationale pour leur éradication, y compris par le recours à la force, conformément d'ailleurs à la stratégie des Nations Unies de lutte contre le terrorisme.

Aujourd'hui et au vu du développement de la situation dans la région, considérez-vous avoir réussi dans la gestion diplomatique de ce dossier ?

Je veux relever dans ce cadre qu'il a été dit par certains, au gré des événements, que la démarche de l'Algérie pour une solution politique négociée est de plus en plus soutenue, l'assimilant à une victoire. Il a été également soutenu, toujours au gré des événements, que l'option militaire au Mali se précise, l'assimilant à une défaite de la diplomatie algérienne.

Il ne s'agit pas de cela. Ce dont il s'agit, c'est de contribuer à apporter la bonne solution à une situation complexe et grave dans un pays voisin, en tenant compte des nos intérêts de sécurité et ceux de notre région. La seule victoire pour l'Algérie, le Mali, la région et la communauté internationale, est de voir le Mali uni dans ses frontières, débarrassé des fléaux du terrorisme et du crime transnational organisé et où les Maliens exercent pleinement leur citoyenneté.

Les chefs d'états-majors de la Cédéao se sont prononcés sur le «concept d'opérations» de la reconquête du Nord du Mali mis au point à Bamako par les experts internationaux, africains et occidentaux : composition de la force d'intervention ; niveau de participation des pays de la Cédéao, financement et moyens militaires dont elle devrait disposer. En fait, il s'agit du plan de reconquête du Mali demandé par le Conseil de sécurité de l'ONU et qui devra lui être présenté le 28 novembre prochain, après son adoption par l'Union africaine. Quel est votre positionnement quant à ce plan auquel des experts algériens ont pris part ? Présence dans la force d'intervention ? Aide logistique par la mise à disposition d'armes ou de terrains de déploiement ?

J'ai indiqué dans ma précédente réponse la position de l'Algérie sur les conditions d'une conduite de toute intervention armée. Notre participation, en qualité d'observateur, à la réunion de Bamako sur le concept d'opérations militaires de la Cédéao participe d'abord de la coordination que nous menons avec cette organisation, qui est un acteur important dans la crise malienne, ensuite de l'intérêt que nous portons à toutes les initiatives qui concernent le Mali, et enfin de la demande faite aussi bien par le Conseil de sécurité des Nations Unies que par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, d'avoir une concertation permanente avec notre pays, en tant que pays voisin.

Dans le contexte actuel, l'Algérie, aussi bien que le Niger et la Mauritanie, travaillent à renforcer la sécurisation de leurs frontières. Il s'agit d'une tâche très difficile qui nécessite des moyens conséquents. Je veux préciser ici que la sécurisation des frontières ne signifie pas leur fermeture automatique.

Je vous renouvelle encore ma question en vous la précisant : s'il restait seulement les deux mouvements terroristes, le Mujao et Aqmi, sur le terrain et que le Conseil de sécurité venait à décider d'une intervention armée, l'Algérie interviendrait-elle militairement ?

«L'intervention militaire de l'Algérie n'est pas à l'ordre du jour»

L'intervention militaire de l'Algérie n'est pas à l'ordre du jour. Maintenant que le Mali soit accompagné, nous n'avons pas attendu pour le faire, notamment dans sa lutte contre le terrorisme en sécurisant les frontières, en participant à la sécurisation des institutions et établissements à Bamako, en renforçant les capacités de l'armée malienne, en partageant le renseignement et en fournissant des équipements en fonction de nos moyens : voilà la logique de notre contribution à la lutte contre le terrorisme. Ceci procède d'engagements bilatéraux et de mise en œuvre des résolutions 2056 et 2071 du Conseil de sécurité de l'ONU.

Quel rôle joue aujourd'hui le Comité d'état-major opérationnel conjoint, Cemoc, regroupant l'Algérie, le Mali, le Niger et la Mauritanie et a-t-il encore un rôle à jouer ?

Naturellement que le Cemoc a un rôle qu'il continuera d'assumer jusqu'à l'éradication du terrorisme et du crime transnational organisé de la région. C'est à cette fin qu'il a été créé, au même titre d'ailleurs que l'Unité Fusion et Liaison (UFL). Ces deux mécanismes, comme vous le savez, font partie de la stratégie régionale mise en place entre les pays du champ. En plus de la concertation sous-régionale au plan politique, ces deux mécanismes visent à assurer une

coordination aux plans militaire et sécuritaire pour la sécurisation par chaque pays de ses propres frontières.

Des critiques ont été portées sur l'efficacité de ce mécanisme et son utilité...

Des commentaires ont été effectivement faits sur la pertinence de la stratégie régionale mise en place entre les pays du champ, et sur l'efficacité du Cemoc. Le bilan que nous faisons de la mise en œuvre de cette stratégie est positif. Je crois, par ailleurs, qu'il ne faut pas exiger du Cemoc de réaliser, en quelques années, dans des conditions difficiles, ce que d'autres organismes similaires ont mis des décennies à parachever, en termes de commandement, d'interopérabilité, de planification et de conduite des opérations.

Nous n'avons donc pas attendu l'éclatement de la crise au Mali et ses répercussions sur la stabilité et la sécurité régionales, pour nous engager dans la lutte contre le terrorisme et le crime organisé. Toute l'architecture que nous avons mise en place obéissait à cet impératif.

Au-delà de l'expression de positions politiques, que fait concrètement l'Algérie pour aider le Mali ?

Je crois que la contribution la plus précieuse reste le travail effectué pour favoriser l'émergence et la consolidation d'un consensus international sur la crise au Mali. Il s'agit, selon nous, d'une condition essentielle pour toute conduite viable d'une solution, car ce consensus est de nature à dégager un même agenda qui lie et engage la communauté internationale et l'ensemble des acteurs. Cet agenda, consacré maintenant par le Conseil de sécurité des Nations Unies et par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, reste la préservation de l'unité nationale et de l'intégrité du Mali et la poursuite de la lutte contre le terrorisme et le crime transnational organisé. Il ne saurait y avoir d'autres agendas ou encore moins d'agendas cachés.

«5 800 tonnes de matériel et 10 millions de \$ pour aider le gouvernement malien à conduire une transition de manière apaisée»

Et plus concrètement ?

Sur le plan bilatéral, l'Algérie apporte, en fonction de ses moyens, une aide au Mali, avec lequel nous partageons, ne l'oublions pas, non seulement une longue frontière, mais, également, une histoire et une culture communes.

Cette aide concerne d'abord le volet humanitaire qui constitue une urgence. L'Algérie a acheminé par ses propres moyens, depuis le début de la crise, une aide de 5 800 tonnes qui a bénéficié aux réfugiés maliens en Mauritanie, au Niger et au Burkina Faso, ainsi qu'aux personnes déplacées dans le sud du Mali. Notre aide concerne ensuite l'armée malienne dans les domaines de la formation, du renforcement des capacités, de la fourniture d'équipements et de l'échange du renseignement. Cette aide, je dois le préciser, s'inscrit dans la continuité de nos efforts pour accroître les capacités des pays de la région à lutter contre le terrorisme et le crime organisé. Notre aide concerne enfin le volet financier, avec une contribution directe de dix millions de dollars américains, pour aider le gouvernement malien à conduire la transition de manière plus apaisée.

La finalité de cette aide et de cet appui, qui appellent au demeurant le concours de la communauté internationale, consiste à renforcer le leadership des Maliens et à conférer une centralité réelle et effective à leur rôle dans toute sortie de crise.

Je veux souligner, à cet égard, que l'en-semble de ces aides s'inscrit dans le cadre des résolutions 2056 et 2071 du Conseil de sécurité des Nations Unies, relatives à la situation au Mali, qui ont demandé aux Etats membres à appuyer le Mali dans cette phase de transition.

Poursuivant dans sa stratégie de «solution politique dans la région», l'Algérie a négocié avec le groupe Ansar Dine, un groupe islamiste armé, installé au Nord du Mali depuis avril 2012 avec les terroristes d'Al Qaïda au Maghreb et le Mujao (Mouvement pour l'unicité et le jihad). Ce groupe vient de déclarer qu'il rejetait toute forme de terrorisme et que, par ailleurs, il s'engageait à lutter contre la criminalité transfrontalière organisée. Est-ce crédible, venant d'un groupe islamiste armé et qui a pour projet l'instauration de la Charia à laquelle il ne semble pas renoncer comme il ne semble pas renoncer à ses acolytes d'Al Qaïda au Maghreb ?

«L'Algérie a toujours œuvré pour parvenir à découpler les groupes touareg porteurs de revendications politiques légitimes des groupes terroristes et autres liés au crime organisé»

D'abord, l'Algérie ne négocie pas avec les acteurs internes au Mali. Ils doivent négocier entre eux. La solution doit être malienne. C'est ce que nous appelons l'appropriation par les Maliens de leur destin. Personne ne peut décider à la place d'une Nation de son projet national ou de son avenir. Ce que nous faisons consiste, comme je l'ai dit, à créer les conditions favorables à une négociation réussie et crédible entre les Maliens. S'agissant plus précisément du groupe Ansar Dine, vous devez savoir qu'il est constitué de Maliens, de Touareg maliens précisément, qui ont pris les armes pour faire valoir leurs revendications. Il s'agissait d'amener ce groupe à renoncer, d'une part, à la violence au profit de la négociation, comme moyen de revendication, et de se démarquer, d'autre part, des groupes terroristes et ceux affiliés au crime transnational organisé, que sont Aqmi et le Mujao. Vous avez lu la déclaration de ce groupe et certainement relevé les réactions qu'elle a suscitées au Mali et en dehors du Mali. Le processus de la solution politique négociée est en cours.

S'agissant de l'application de la Charia, revendiquée par le groupe Ansar Dine, ou la laïcité prônée par la Cédéao, il faut avoir à l'esprit que toute composante d'une société a le droit de revendiquer un projet de société, naturellement par des moyens non violents. La réponse à cette revendication sera apportée dans le cadre du dialogue entre les Maliens.

N'est-ce pas la perspective de plus en plus proche d'une intervention militaire qui a conduit à des déclarations pour le moins inattendues d'Ansar Dine ?

La déclaration d'Ansar Dine est là. Il faut en prendre acte. Il nous faut composer avec une réalité suffisamment complexe. Ne compliquons donc pas encore les données en nous fourvoyant dans les méandres des tentatives d'explication des intentions des uns et des autres.

L'Algérie, pour ce qui la concerne, a toujours œuvré pour parvenir à découpler les groupes touareg porteurs de revendications politiques légitimes des groupes terroristes et autres liés au crime organisé.

(Suite en page 6)